

Ousmane Sonko entre Robert Mugabe et Nelson Mandela : itinéraire d'un nationalisme africain contemporain

L'histoire politique de l'Afrique postcoloniale est marquée par deux figures archétypales du leadership : Robert Mugabe, emblème de la souveraineté autoritaire, et Nelson Mandela, symbole de la réconciliation démocratique. À travers leurs trajectoires contrastées qui décrivent deux imaginaires, c'est l'horizon de l'émancipation africaine qui se joue entre rupture radicale et refondation inclusive. Dans cette dialectique, Ousmane Sonko, homme politique sénégalais au parcours fulgurant, s'inscrit comme une figure énigmatique, ambivalente, à la fois porteuse de contestation et aspirant à la légitimité institutionnelle. On doit donc d'interroger la trajectoire de Sonko à la lumière de ces deux héritages, pour mieux comprendre les tensions contemporaines du nationalisme africain.

I. La tentation mugabéenne : souveraineté radicale et posture d'affrontement

1.1. L'héritage du panafricanisme de combat

Robert Mugabe, en tant que chef de la ZANU-PF puis président du Zimbabwe, incarne une forme de souveraineté intransigeante, héritée des luttes de libération. Sa politique de redistribution foncière, bien qu'inégalement appliquée, visait à rompre avec la domination postcoloniale des colons blancs sur les terres. Il affirmait : « We are not settlers in Africa. We are owners. The white man is the settler. » (Mugabe, discours à l'ONU, 2001). Robert Mugabe, s'est mué avec le temps en un dirigeant autoritaire, brandissant le discours de la souveraineté nationale pour justifier des politiques répressives et une dérive étatique. Il incarne ce que «souverainisme nécropolitique »¹, où la lutte contre l'impérialisme se traduit paradoxalement par un pouvoir d'État violent et confisqué.

Ousmane Sonko reprend ce ton de défi. Par ses dénonciations récurrentes de la Françafrique, de la Banque mondiale, du FMI, du franc CFA et du « système », il s'inscrit dans une lignée de rupture souverainiste. Son discours économique est résolument tourné vers le patriotisme économique et la relocalisation productive. Il appelle à la récupération des actifs stratégiques,

¹ Mbembe, Achille. Critique de la raison nègre. La Découverte, 2013.

à la réforme du Code minier et à la fin des accords de défense jugés inégaux. Sonko incarne ainsi une critique radicale du libéralisme postcolonial, assumant un ton de rupture, voire de confrontation avec les élites traditionnelles et les puissances occidentales. Cette rhétorique rejoint ce qu'on a pu appeler le rejet de la périphérisation² qui postule que « l'Afrique doit briser les chaînes de la dépendance, et cela passe par une reconquête des leviers économiques fondamentaux. »

1.2. Le risque d'un populisme autoritaire

Mais si Mugabe a commencé comme un héros de la libération, il s'est achevé en autocrate. Le tournant s'est opéré lorsqu'il a substitué la souveraineté populaire à l'hégémonie de son parti, considérant toute critique comme une trahison. Jean-François Bayart l'avait anticipé dans sa théorie de la politique du ventre en écrivant que « L'État africain postcolonial est souvent capté par des logiques patrimoniales qui instrumentalisent les discours de libération³. » Sonko, dans certaines postures, semble s'exposer à cette dérive : rhétorique binaire qui confine au faux-dilemme du « peuple contre système », mise en scène du martyr, rejet frontal des institutions soupçonnées de perpétuer le « système ». La polarisation extrême pourrait ainsi créer un environnement institutionnel tendu, où l'espace du dialogue démocratique est rétréci au profit de la loyauté partisane.

II. L'idéal mandélien : réconciliation politique et horizon démocratique

2.1. Mandela : la mémoire de la lutte transformée en projet inclusif

Nelson Mandela, à l'inverse, représente une sagesse politique forgée dans la souffrance. Emprisonné pendant 27 ans, il a su transformer cette épreuve en levier de pacification, refusant de sombrer dans la revanche. Son discours d'investiture en 1994 rappelle la centralité de la réconciliation. Mandela dit : « *We enter into a covenant that we shall build the society in which all South Africans, black and white, will be able to walk tall, without any fear in their hearts.* » Mandela a compris que l'unité nationale n'était pas l'effacement du conflit, mais sa mise en forme symbolique. Il s'inscrit ainsi dans une tradition politique où « le pardon n'est pas l'oubli,

² Samir Amin, Le développement inégal, 1973.

³ Jean-François Bayart, L'État en Afrique, 1993

mais la mémoire pacifiée par la reconnaissance de la souffrance⁴. » Sa grandeur ne réside pas seulement dans sa lutte contre l'apartheid, mais dans sa capacité à intégrer ses adversaires dans un projet commun de nation. Mandela a su faire de la politique un espace de pardon actif, sans pour autant abandonner la critique structurelle de l'injustice.

Si Ousmane Sonko s'est posé comme un opposant farouche à ce qu'il qualifie de « système prédateur », il peine pour l'heure à produire un imaginaire d'unité nationale qui transcende les clivages. Son discours, souvent marqué par une polarisation forte « peuple contre élites », « patriotes contre traîtres », semble plus proche de l'affrontement que de la synthèse. Il n'a pas encore, comme Mandela, transformé la souffrance collective en projet inclusif.

2.2. Une voie possible pour Sonko ?

Ousmane Sonko pourrait, sous certaines conditions, embrasser la voie de Mandela. Les violences dont il a été victime, son exclusion électorale, son emprisonnement, l'ont transformé en figure martyrologique, ce que Benedict Anderson⁵ appellerait une communauté imaginée forgée dans la souffrance partagée. Il dispose ainsi d'un capital symbolique unique pour catalyser une recomposition du lien social, au-delà des fractures.

Mais pour incarner un « Mandela sénégalais », encore faut-il opérer une métamorphose discursive : passer du ressentiment à la refondation, du rejet à la construction. Cela suppose l'élaboration d'un projet de société qui dépasse les clivages identitaires, confronte les contradictions du modèle néolibéral tout en consolidant les institutions démocratiques par une « transition de la protestation vers la proposition⁶. »

Ousmane Sonko se situe dans un entre-deux périlleux. Il est héritier du souffle panafricain et souverainiste mais s'il veut éviter l'écueil de l'autoritarisme au nom de la souveraineté, il devra puiser dans la profondeur éthique et stratégique de Mandela. L'histoire ne l'a pas encore figé dans une catégorie. Il est encore une potentialité, un carrefour symbolique des aspirations contradictoires du Sénégal.

⁴ Paul Ricoeur, (La mémoire, l'histoire, l'oubli, 2000)

⁵ Anderson, Benedict. Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism. Verso, 1983.

⁶ Ki-Zerbo, Joseph. À quand l'Afrique ? Éditions de l'Aube, 2003

Dans ce contexte, Ousmane Sonko est face à un moment gramscien, un moment de crise organique où l'ancien se meurt, mais où le nouveau ne peut naître que s'il est porté par une volonté stratégique lucide. Il doit refonder le PASTEF non pas en épurant, mais en clarifiant ses orientations, en réactivant l'esprit de ses débuts et en redonnant sens au mot « patriote » dans son acception civique et non sectaire. PASTEF se voulait initialement une réponse éthique à la crise de la représentation et à la dérive clientéliste des partis traditionnels. Il s'agissait d'un projet « d'auto-institution du peuple », dans lequel l'idéal républicain, le patriotisme économique, la transparence et la méritocratie devaient reconfigurer l'État sénégalais sur des bases nouvelles. Le PASTEF des origines ne se voulait ni révolutionnaire, ni populiste dans le sens trivial du terme. Il se présentait plutôt comme une avant-garde civique, inspirée par un mélange de néo-panafricanisme, de nationalisme économique, de républicanisme moral et d'efficacité technocratique. Or, à mesure que le conflit avec l'appareil d'État s'est durci (arrestations, dissolution du parti, emprisonnement de Sonko, exil ou intimidation de certains cadres) une nouvelle grammaire s'est installée : celle de la polarisation absolue. L'espace symbolique a été progressivement occupé par des figures issues de la périphérie du mouvement, souvent plus bruyantes que structurantes, adeptes du discours de l'anathème, de la défiance généralisée et parfois de la violence verbale.

Ces zélotes agissent comme les « gardiens du temple » d'une orthodoxie sonkiste qu'ils prétendent incarner plus authentiquement que ses fondateurs eux-mêmes. Ils substituent à la rationalité politique une fidélité émotionnelle, parfois quasi religieuse, au leader. Le danger est celui d'une radicalisation mimétique, car en s'opposant à un pouvoir perçu comme violent et illégitime, certains membres du PASTEF en viennent à mimer ses logiques d'exclusion, de verticalité autoritaire et de violence symbolique. Cela affaiblit non seulement le projet initial, mais rend le mouvement vulnérable à la perte de crédibilité auprès des classes moyennes silencieuses, de la société civile et de la communauté internationale.

La question est donc politique, mais aussi philosophique : le ressentiment peut-il fonder un projet collectif durable ? Si Sonko échoue à dépasser l'antagonisme, il rejoindra la liste des souverainistes frustrés. S'il y parvient, il pourrait incarner une nouvelle génération de leaders africains, conscients que la souveraineté ne vaut que si elle est couplée à la démocratie. Ousmane Sonko doit aujourd'hui choisir entre la fidélité à sa légende personnelle forgée dans la résistance, l'ascèse et la défiance et l'exigence plus austère mais plus féconde de devenir un architecte politique. Cela implique de désarmer symboliquement les zélotes sans renier leur

mobilisation, et de reconstruire un PASTEF ancré dans la longue durée, capable de porter un projet de gouvernement crédible, stable et souverain.

Comme le dit Paul Ricoeur, « ce qui rend une communauté durable, ce n'est pas la mémoire des blessures, mais la capacité de s'en souvenir autrement ». Sonko, s'il aspire à incarner une mémoire active du peuple sénégalais, doit faire ce pas vers une sagesse politique qui transcende le ressentiment. Autrement, le PASTEF risque de se transformer en un cénacle d'indignation perpétuelle, incapable de traduire l'espérance populaire en transformation institutionnelle